

L'EAU, INDISPENSABLE À LA RÉALISATION DES ODD EXAMINÉS PAR LE FORUM POLITIQUE DE HAUT NIVEAU 2019

POINTS SAILLANTS DE L'ÉVALUATION RÉGIONALE : L'AFRIQUE

Ce document récapitule les messages essentiels de l'évaluation régionale intitulée « L'eau, question transversale dans l'examen des ODD au Forum politique de haut niveau 2019 en Afrique ». Trois évaluations régionales (Afrique, États arabes et Amérique latine et Caraïbes) visent à éclairer les discussions intergouvernementales en mettant en lumière les liens réciproques de l'ODD 6 avec les ODD 4, 8, 10, 13, 16 et 17.

L'UTILISATION ET LA GESTION ÉQUITABLES ET DURABLES DES RESSOURCES EN EAU FAVORISENT LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ, LE DÉVELOPPEMENT SOCIOÉCONOMIQUE, LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET LA COOPÉRATION RÉGIONALE EN AFRIQUE.



Reconnaître et favoriser des liens plus étroits entre l'ODD 6 consacré à l'eau et les divers autres ODD liés à l'eau est une stratégie efficace et efficiente pour arracher des millions de personnes à la pauvreté et réaliser la Vision africaine de l'eau pour 2025, le Programme 2030 et l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

Globalement, les pays africains ne sont pas en voie d'atteindre les cibles de l'ODD 6 ; les principaux enjeux sont les suivants :

- Améliorer la gouvernance de l'eau à l'échelle nationale et sous-nationale dans le contexte des obstacles anciens et nouveaux et des cadres institutionnels existants, tels que les compagnies de distribution d'eau et les organismes de bassin.
- Assurer un financement suffisant et durable pour les infrastructures hydrauliques, ainsi que pour leur fonctionnement et leur entretien.
- Élaborer des stratégies efficaces et fiables pour faire face à la variabilité et au changement climatiques et s'y adapter.
- Mettre en place des systèmes et des moyens efficaces pour la recherche-développement relative à l'eau, ainsi que pour la collecte, l'évaluation et la diffusion de données relatives à l'utilisation et à la qualité de l'eau en vue d'activités socioéconomiques durables.

Les efforts déployés pour relever ces défis et atteindre l'ODD 6 profiteront au développement socioéconomique et à l'environnement en Afrique et permettront de ce fait de faire progresser les autres ODD, comme le montrent les exemples ci-après.

AMÉLIORER LES RÉSULTATS SCOLAIRES, RÉDUIRE LES INÉGALITÉS ET FAVORISER LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE GRÂCE À L'EAU

- Fournir des services essentiels en termes d'accès à l'eau potable, d'assainissement et d'hygiène (WASH) aux écoles qui n'y ont pas accès (soit près de la moitié des établissements) peut permettre d'améliorer la scolarisation, l'assiduité et les résultats scolaires en Afrique.
- Le fait d'autonomiser les femmes et de les associer aux processus de prise de décision améliore l'efficacité de la gestion et de l'utilisation des ressources en eau et des équipements sanitaires à tous les niveaux.
- La gestion durable des ressources en eau est indispensable pour créer et maintenir des emplois décents. 49% de la main d'œuvre en Afrique travaille dans l'agriculture; ces emplois, ainsi que ceux du secteur de l'extraction des ressources naturelles et d'autres, dépendent largement des ressources en eau.
- Des bénéfices économiques importants peuvent être tirés de l'accès universel à l'eau et à l'assainissement; on estime que grâce à l'accès universel, l'augmentation du PIB s'étale de 23% en République démocratique du Congo à 12% à Madagascar.

SOUTENIR LA STABILITÉ SOCIALE ET ÉCONOMIQUE ET PROMOUVOIR DES COMMUNAUTÉS PRODUCTIVES ET RÉSILIENTES GRÂCE À L'EAU

- L'Afrique compte 1,2 milliard d'habitants et sa population devrait doubler d'ici 2050; jusqu'à 32% de la population vivra dans des pays soumis au stress hydrique d'ici 2025. Une gestion efficace des ressources en eau est propice à la paix et à la stabilité.
- Les ressources en eau sont inégalement réparties dans les pays et entre eux, provoquant des inégalités. 6 pays d'Afrique détiennent 54% des ressources hydriques totales du continent et 27 pays n'en détiennent que 7%.
- L'adaptation au changement climatique et l'amélioration de la résilience des communautés d'Afrique face aux phénomènes météorologiques extrêmes sont des priorités majeures pour la stabilité sociale et la croissance économique.

REMERCIEMENTS: Ce document s'appuie sur un Document de politique régional établi dans le cadre des travaux du Groupe d'experts d'ONU-Eau sur le Programme 2030, sous la direction du Programme mondial de l'UNESCO pour l'évaluation des ressources en eau (WWAP) et avec le soutien du Ministère fédéral de l'environnement, de la conservation de la nature et de la sûreté nucléaire de l'Allemagne. Le Ministère fédéral allemand de l'environnement, la Commission économique pour l'Afrique de l'ONU, le Bureau régional de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Est, ONU-Eau, l'UNU-INWEH, ONU-Habitat, la Banque africaine de développement, l'Initiative du bassin du Nil, le WRMIP, l'IGAD, l'UNICEF, l'IGRAC, et d'autres, sont vivement remerciés pour leurs observations.

AFRIQUE: RECOMMANDATIONS POLITIQUES

Les recommandations politiques ci-après visent à mieux tenir compte de l'ODD 6 dans la mise en œuvre des ODD à l'examen.



Assurer à tous un accès à l'éducation et améliorer les résultats scolaires grâce à l'eau, l'assainissement et l'hygiène

L'eau, l'assainissement et l'hygiène au service de l'éducation et de l'équité - Aucune école ne devrait être bâtie sans être dotée des services élémentaires d'accès à l'eau et des installations sanitaires essentielles, ni sans que son budget de fonctionnement ne prévoie le financement de leur maintenance périodique. Cela doit faire partie des codes de la construction, et des contrôles des établissements et une surveillance sanitaire périodiques doivent être organisés pour garantir que ces installations ne se dégradent pas une fois les permis d'occupation délivrés. En particulier dans les régions semi-urbaines et rurales, des récupérateurs d'eau de pluie doivent être installés chaque fois que possible. L'hygiène devrait être (ré)introduite dans le cursus scolaire dès la maternelle en tant que matière pratique obligatoire.



Soutenir une croissance économique et un marché de l'emploi inclusifs et productifs grâce à l'eau

Croissance économique - L'approvisionnement en eau favorise la croissance économique et le bien-être, et la croissance économique conduit à des emplois décents dans tous les secteurs. Un investissement adéquat dans le développement des ressources en eau et l'utilisation efficace de ces ressources sont des préalables à la réalisation de tous les ODD.



Réduire les inégalités grâce à des mesures accélérées et inclusives relatives à l'ODD 6

Autonomisation et participation - Les inégalités entre les genres en matière de prestation de services dans le domaine de l'assainissement contribuent aux inégalités de revenus. Les inégalités spatiales en termes de prestation de services relatifs à l'eau amplifient les inégalités de revenus pour les populations les plus vulnérables, en particulier dans les régions rurales et les bidonvilles urbains. Il est absolument nécessaire d'autonomiser les femmes et de les associer au processus décisionnel, à la gestion et à l'utilisation des ressources en eau et des équipements hydrauliques.

Données ventilées - Parce que les groupes de population pauvre et vulnérable ne sont pas homogènes, les politiques relatives à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement doivent distinguer entre ces différentes populations et concevoir des mesures qui répondent aux besoins particuliers. Des données ventilées selon le genre, l'âge, les revenus, l'appartenance ethnique, la culture, la géographie, etc., et des analyses sur l'inclusion sociale, sont des outils essentiels pour déterminer quels groupes risquent le plus d'être laissés pour compte, et pourquoi. Lorsque les ressources sont limitées, il convient de cibler les populations qui ont le moins accès aux services.



Lutter contre le changement climatique et ses effets grâce à la protection et à la gestion des ressources en eau

Adaptation et mitigation - Les effets du changement climatique sur

l'eau se manifestent par des inondations et des sécheresses. Les mesures d'adaptation et de mitigation visant à assurer la résilience des communautés et à réduire les pertes humaines et économiques liées au changement climatique nécessitent d'augmenter considérablement les investissements dans des infrastructures et une gestion de l'eau durables, notamment des infrastructures de retenue d'eau en cas d'inondation, des évaluations de la vulnérabilité et des systèmes d'alerte rapide en cas de sécheresse.

Investissement dans la planification - Les pouvoirs publics et leurs institutions et partenaires compétents doivent investir davantage de ressources humaines et financières dans la collecte et l'analyse de données sur les pertes humaines et économiques induites par les catastrophes naturelles, afin de pouvoir formuler, planifier et budgétiser des mesures d'adaptation et de résilience fondées sur des faits bien attestés, et ainsi améliorer l'efficacité et l'efficacé de ressources limitées.



Promouvoir des sociétés justes et pacifiques et des institutions responsables et inclusives, ainsi qu'une gouvernance de l'eau efficace

Institutions - Les pouvoirs publics et leurs partenaires doivent utiliser l'eau comme un instrument d'intégration économique et sociale régionale en vertu duquel l'accès à l'eau en tant que droit de la personne humaine est affirmé et soutenu par des organismes de bassin internes et internationaux solides, afin de garantir la paix et le développement durable.



Faciliter la réalisation de l'ODD 6 grâce à des moyens de mise en œuvre renforcés

Engagements budgétaires et responsabilité - Tous les pays doivent mettre en œuvre d'ici 2020 l'engagement pris, au titre de la Déclaration de Syrte de l'Union africaine (UA), de consacrer 5 % de leur budget national à l'agriculture et au secteur de l'eau. Une évaluation globale des progrès accomplis en ce qui concerne la mise en œuvre de la Vision africaine de l'eau pour 2025 doit être réalisée en 2020 et être liée aux rapports sur la mise en œuvre de l'ODD 6.

Coordination programmatique et institutionnelle - Pour assurer une cohérence accrue et une coordination efficace des programmes relatifs à l'eau en Afrique, la CEA doit revitaliser ONU-Eau/Afrique dans le cadre du Mécanisme de coordination régionale de l'ONU, et mobiliser l'ensemble des institutions du système des Nations Unies et des institutions régionales du secteur de l'eau pour contribuer à de meilleures synergies et à un soutien technique efficace pour la mise en œuvre des ODD, de la Vision africaine de l'eau et de l'Agenda 2063 de l'UA.

Financement et technologie - Les pouvoirs publics doivent mobiliser de nouvelles sources de financement internes, améliorer l'efficacité de l'utilisation des recettes existantes, rendre plus attrayants pour les investisseurs privés les investissements dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement, et renforcer l'utilisation des technologies pour l'acquisition et le suivi des données et la responsabilité grâce à des processus multipartites prenantes efficaces et inclusifs.

De plus amples renseignements et la version intégrale du Document de politique régional sont disponibles à l'adresse:

<http://www.unesco.org/new/en/natural-sciences/environment/water/wwap/water-and-agenda-2030/>

CONTACT

Programme mondial de l'UNESCO pour l'évaluation des ressources en eau (WWAP)
Division des sciences de l'eau, UNESCO
www.unesco.org/water/wwap
Courriel : wwap@unesco.org

Avec le soutien de:



Federal Ministry
for the Environment, Nature Conservation
and Nuclear Safety